niaux et au Comité spécial contre l'apartheid — de continuer d'associer étroitement l'Organisation de l'unité africaine à tous leurs travaux intéressant l'Afrique;

9. *Prie instamment* tous les Etats Membres et les organisations régionales et internationales, notamment les organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations non gouvernementales, de fournir l'assistance économique financière et technique nécessaire et appropriée aux réfugiés, ainsi qu'aux pays d'asile africains;

10. *Note* que l'assistance économique et technique et l'aide au développement fournies à l'Afrique par les organismes des Nations Unies doivent se poursuivre et souligne qu'actuellement il faut que ces organisations accordent la priorité à l'Afrique dans ce domaine;

11. *Réaffirme* que la mise en œuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90³¹ exigera la participation sans réserve de la communauté internationale, notamment des gouvernements, des organismes et programmes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et souligne qu'il faut prendre d'urgence les mesures appropriées en vue de sa mise en œuvre conformément aux décisions de l'Assemblée générale;

12. *Demande* au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de travailler en coordination et en coopération étroites avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, notamment au suivi, au contrôle et à l'évaluation du nouvel Ordre du jour;

13. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'inviter le représentant du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine à participer aux réunions de tous les organismes, commissions, comités et groupes de travail des Nations Unies qui s'occupent du suivi, du contrôle et de l'évaluation du nouvel Ordre du jour;

14. *Demande* au Secrétaire général de prendre des mesures appropriées, en consultation avec les organisations et les institutions financières internationales concernées ainsi que les pays donateurs, en vue d'aider à mobiliser les ressources nécessaires au soutien des efforts des Etats africains dans la mise en œuvre, aux niveaux national et régional, d'Action 21 et des autres décisions pertinentes adoptées par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement³²;

15. *Prie instamment* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les organismes compétents des Nations Unies d'apporter leur appui et leur concours aux Etats membres et au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine pour assurer la mise en place et le fonctionnement harmonieux de la Communauté économique africaine;

16. *Prie instamment* tous les Etats Membres et les organisations régionales et internationales ainsi que les organisations non gouvernementales d'apporter un appui à la mise en place de la Communauté économique africaine selon les besoins et à faciliter l'intégration et la coopération économiques en Afrique, notamment en fournissant une assistance financière et technique aux organisations régionales et sous-régionales africaines, ainsi qu'aux organisations africaines qui luttent contre la sécheresse et la désertification;

17. *Note avec appréciation* l'assistance que l'Organisation des Nations Unies et les organisations qui lui sont reliées apportent aux pays africains, dans le cadre du proces-

sus de démocratisation, ainsi que dans l'organisation et la tenue d'élections pluralistes, libres et justes, et encourage, à l'avenir, l'apport d'une telle assistance aux pays qui la solliciteraient;

18. *Sait gré à nouveau* au Secrétaire général des efforts qu'il continue de faire pour mobiliser un appui international aux programmes spéciaux d'assistance économique aux Etats africains confrontés à de graves difficultés économiques ou victimes de la politique d'apartheid, et le prie de continuer à informer périodiquement l'Organisation de l'unité africaine des mesures prises par les organismes des Nations Unies et par la communauté internationale pour aider à exécuter ces programmes;

19. *Souscrit* à l'accord intervenu entre les organismes des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine en vue d'une réunion intersecrétariats qui se tiendra en 1993 pour dresser le bilan de ce qui a été fait en application des propositions et recommandations convenues en avril 1991 et 1992 touchant leur coopération en 1992/1993 et pour adopter ensemble des mesures nouvelles et efficaces d'action conjointe;

20. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'appuyer les initiatives prises par le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine en vue de réunions sectorielles dans les domaines prioritaires de coopération, notamment pour la mise en place de la Communauté économique africaine et le renforcement des organisations régionales et sous-régionales africaines;

21. *Prie* l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine de veiller à ce que les représentants des deux secrétariats continuent de se consulter étroitement et périodiquement, notamment sur la suite à donner à la présente résolution;

22. *Demande* aux organes compétents des Nations Unies de veiller à assurer une représentation efficace, juste et équitable de l'Afrique aux postes supérieurs et aux postes d'autorité, à leurs sièges respectifs comme dans leurs opérations sur le terrain au niveau régional;

23. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que le réseau d'information de l'Organisation des Nations Unies continue à diffuser des informations afin de sensibiliser davantage le public à la situation qui prévaut en Afrique australe, ainsi qu'aux problèmes économiques et sociaux et aux besoins des Etats africains et de leurs institutions régionales et sous-régionales;

24. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-huitième session un rapport sur la suite donnée à la présente résolution et sur le développement de la coopération entre l'Organisation de l'unité africaine et les organismes des Nations Unies.

92^e séance plénière
18 décembre 1992

47/167. Convocation d'une conférence internationale sur la Somalie

L'Assemblée générale,

Profondément préoccupée par la situation tragique en Somalie,

Tenant compte de la déclaration faite à l'Assemblée générale par le Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité afri-

caine le 30 septembre 1992 et, notamment, de sa proposition de convoquer une conférence internationale sur la Somalie¹²⁹,

Prenant note des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier de sa résolution 794 (1992) du 3 décembre 1992,

Prenant également note des résultats de la deuxième réunion de coordination sur la Somalie, tenue à Addis-Abeba du 3 au 5 décembre 1992,

Convaincue que le pays pourra retrouver une paix durable, la stabilité et l'unité grâce à un processus de réconciliation nationale dont l'aboutissement serait un règlement final, global et négocié par la voie politique entre toutes les entités politiques et tous les groupes de population somalis,

Profondément convaincue qu'un règlement négocié final du conflit somali incombe en dernier ressort aux Somalis eux-mêmes,

Constatant que l'idée de convoquer une conférence internationale sur la Somalie est maintenant largement appuyée et que l'on y voit un élément des importantes initiatives prises par le Secrétaire général, le Conseil de sécurité et la communauté internationale pour faciliter l'instauration des conditions que requièrent la réconciliation nationale, la paix, la stabilité et la reconstruction de l'économie nationale en Somalie,

Saluant à cet égard les efforts déployés par le Conseil de sécurité, le Secrétaire général et la communauté internationale,

Saluant également les efforts faits par l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation de la Conférence islamique, la Ligue des Etats arabes, le Mouvement des pays non alignés et le Comité permanent des Etats de la corne de l'Afrique pour la Somalie,

Soulignant la nécessité de coordonner les efforts que fait la communauté internationale en vue de rétablir l'unité nationale et la paix et d'assurer la reconstruction de l'économie nationale en Somalie,

1. *Affirme* que la crise somalie exige une solution globale et durable;

2. *Accueille favorablement* l'idée de convoquer une conférence internationale de paix sur la Somalie, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation de la Conférence islamique, la Ligue des Etats arabes, le Comité permanent des Etats de la corne de l'Afrique pour la Somalie et des organisations gouvernementales et non gouvernementales, qui pourrait contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la sous-région;

3. *Constate* que le rétablissement de la paix et de la stabilité dont la Somalie a tant besoin doit comporter notamment les éléments suivants : respect rigoureux d'un cessez-le-feu, entière coopération avec les forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, réconciliation nationale, assistance aux réfugiés, personnes déplacées et rapatriés, constitution garantissant la démocratie, la liberté et la justice et élections libres et régulières;

4. *Se félicite* des efforts déployés par le Secrétaire général, agissant en étroite coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation de la Conférence islamique, la Ligue des Etats arabes et le Comité permanent des Etats de la corne de l'Afrique pour la Somalie, et avec l'appui d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales, pour aboutir à une réconciliation nationale en Somalie, et

souligne la nécessité d'étudier les modalités pratiques de la convocation, dès que possible, d'une conférence internationale sur la Somalie;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à ce sujet à sa session en cours.

92^e séance plénière
18 décembre 1992

47/168. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 46/182 du 19 décembre 1991 et son annexe, en particulier la section consacrée aux principes directeurs, ainsi que les autres sections concernant la prévention, la planification préalable, la capacité de réserve, les appels communs, la coordination, la coopération et la direction des opérations, ainsi que la continuité entre la phase des secours et celle du relèvement et du développement,

Profondément préoccupée par l'ampleur et les effets désastreux des catastrophes et des situations d'urgence, qui appellent notamment une coopération internationale accrue pour atténuer les souffrances de leurs victimes et accélérer les processus de relèvement et de reconstruction,

Soulignant la nécessité d'une réaction adéquate, coordonnée et prompte de la communauté internationale aux catastrophes et aux situations d'urgence,

Notant le nombre et la complexité croissants des catastrophes et des situations d'urgence qui requièrent une aide humanitaire,

Soulignant également qu'il faut disposer de ressources financières adéquates pour que l'Organisation des Nations Unies puisse promptement réagir dans ces situations,

Se félicitant de la création du Département des affaires humanitaires et de la nomination d'un secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, que prévoyait la résolution 46/182,

Soulignant l'importance du rôle essentiel que joue le Coordonnateur des secours d'urgence, notamment avec le concours du Comité permanent interorganisations, pour assurer une meilleure préparation ainsi qu'une réaction rapide et cohérente aux catastrophes naturelles et autres situations d'urgence, en particulier aux situations d'urgence nécessitant un apport de vivres, de médicaments, d'abris et de soins de santé, en tenant compte de la nécessité de faciliter, en étroite collaboration avec les organismes et les institutions financières internationales compétents, une transition sans heurt de la phase des secours à celle du relèvement, de la reconstruction et du développement,

Soulignant la nécessité d'une protection adéquate du personnel qui participe aux opérations humanitaires, conformément aux normes et aux principes pertinents du droit international et dans le contexte de sa résolution 47/120 du 18 décembre 1992,

Encourageant le Secrétaire général à poursuivre ses entretiens avec les gouvernements et les organismes des Nations Unies sur diverses questions touchant l'intervention de l'Organisation des Nations Unies dans des situations d'urgence complexes et dangereuses, eu égard aux mesures énoncées au paragraphe 76 de son rapport¹³³,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général¹³³;